

(4)
(N° 235)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 MARS 1926.

Projet de loi concernant l'acquisition, le recouvrement et la perte
de la nationalité (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. SOMERHAUSEN.

MESSIEURS,

Le projet de loi sur la nationalité comprend des dispositions de trois espèces :
les articles 4 à 4 et 6 et 7 rouvrent certains délais prévus par les lois antérieures
sur l'indigénat. Ce sont des dispositions essentiellement transitoires.

Les articles 5 et 8 concernent le statut des naturels de Moresnet-Neutre.

Enfin les articles 9 à 12 apportent à la loi du 15 mai 1922 des modifications
de détail.

I

Réouverture et prorogation de certains délais.

ARTICLE PREMIER.

Cette disposition rouvre les délais d'option pour les personnes remplissant les
conditions suivantes :

1° Être nées en Belgique de parents étrangers ou nées, même à l'étranger, de
parents dont l'un avait eu la qualité de Belge;

2° Avoir omis de souscrire une déclaration en vue de l'acquisition de la
nationalité belge conformément aux prescriptions des diverses lois antérieures
sur l'indigénat;

3° Produire un congé de nationalité lorsqu'elles appartiennent à un pays qui
autorise le cumul de deux nationalités.

L'article premier du présent projet est plus large que la disposition transi-
toire I de la loi du 15 mai 1922. En effet, celle-ci rouvrait les délais pour les

(1) Projet de loi, n° 23.

(2) La Section centrale était composée de MM. Lemonnier, président, Van Isacker,
Verachert, David, Somerhausen, Winandy et Marck.

personnes visées aux articles 1^{er} et 5 de la loi du 25 octobre 1919. L'article 1^{er} de cette dernière loi a trait aux ressortissants et ex-ressortissants de puissances ayant été en état de guerre avec la Belgique. L'article 5 visait les personnes ayant omis de faire les déclarations prévues par les articles 9 de la loi du 8 juin 1909 et 4 du 6 août 1881.

Le législateur de 1919 avait omis de rouvrir les délais pour les personnes visées à l'article 18 de la loi du 8 juin 1909, c'est-à-dire celles qui avaient négligé de faire la déclaration prévue par l'article 9 du Code civil. Le législateur de 1922 n'avait pas comblé cette lacune. Il en est résulté que le bénéfice de la disposition transitoire fut refusé aux personnes nées en Belgique de parents étrangers avant le 27 juin 1887. (Liège, 26 juin 1923, *Jur. Liège*, p. 291; Bruxelles, 4 décembre 1923, *Pas.*, 1924, p. 82; Cass., 29 octobre 1925, *Pas.*, 1926, p. 36.)

L'article 1^{er} du projet leur permettra d'opter.

* * *

L'article premier vise entre autres les personnes nées à l'étranger de parents dont l'un *avait eu* la qualité de Belge. C'est la formule de l'article 6 de la loi du 15 mai 1922. Ce libellé pourrait faire croire que l'option ne pourrait être agréée, si la mère de l'optant avait recouvré la nationalité belge. Le savant commentateur de la loi du 15 mai 1922, M. Standaert, écrivait à ce sujet que pareille interprétation devait être rejetée. C'est également l'avis de la Section centrale, qui propose d'écarter toute controverse en insérant les mots *a ou* devant les mots *avait eu*.

ART. 2.

Pas d'observation.

ART. 3.

Cet article reproduit la disposition transitoire V de la loi du 15 mai 1922. Par « femmes belges d'origine » il faut entendre non seulement les Belges de naissance, mais aussi les Belges par option. Cette assimilation a été consacrée par la jurisprudence (Bruxelles, 12 février 1924, *Pas.*, p. 83).

* * *

La Commission propose d'étendre le bénéfice de l'article 3 aux femmes devenues belges à raison de l'annexion des cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith, qui ont perdu cette nationalité par la suite en épousant un étranger. C'est ce que faisait l'article 94 du projet de rattachement devenu caduc.

La Section centrale propose donc l'adjonction d'un alinéa second ainsi conçu :

« Le bénéfice du présent article est étendu aux femmes devenues belges par application du Traité de Versailles, des lois des 15 septembre et 25 octobre 1919, ainsi que de la présente loi. »

ART. 3^{bis}.

Cette disposition transitoire est le corollaire nécessaire de l'article 8^{bis}.

II

Statut des habitants de la Nouvelle Belgique.

C'est à juste titre que l'Exposé des motifs du présent projet de loi rappelle les paroles de Bara au sujet de la difficulté de l'interprétation des lois relatives à l'indigénat. Cette difficulté résulte partiellement de la complexité et de la multiplicité des lois en la matière.

Le statut des habitants de la Nouvelle Belgique est régi par les articles 36 et 37 du Traité de Versailles, la loi du 15 septembre 1919 relative à Moresnet-neutre et la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie, qui devaient être complétées par le présent projet de loi et le projet de loi de rattachement (n° 370, session de 1924-1925), dont un chapitre est consacré à la nationalité.

La Section centrale a disjoint du projet de rattachement les articles 92 à 94 pour les adjoindre au présent projet. Cette procédure s'impose pour trois raisons :

1° Il est désirable que les textes sur la nationalité soient aussi peu disséminés que possibles ;

2° Il est urgent de régler définitivement le statut national des habitants de la Nouvelle Belgique ;

3° Il y a entre les dispositions du présent projet et celles du projet de rattachement une connexité évidente ; qu'on en juge par cet exemple :

L'article 5 du présent projet règle le statut des personnes nées à Moresnet-neutre installées en Belgique *avant* le 2 août 1914. L'article 93 du projet de loi de rattachement règle le statut des personnes nées à Moresnet-neutre installées en Belgique *après* le 1^{er} août 1924.

Signalons que les articles 92 à 94, élaborés par une commission de juristes, ont été admis sans observations par la Section centrale saisie du projet de rattachement au cours de la session de 1924-1925. (Cf. le rapport de M. Sinzot, n° 150.)

ART. 5.

L'article 4 de la loi du 25 octobre 1919 octroie la nationalité belge de *plein droit* aux individus nés sur les territoires d'Eupen-Malmedy ainsi qu'à leurs descendants à condition qu'ils résident en Belgique depuis une date antérieure au 1^{er} août 1914. L'article 5 du présent projet vise les individus nés à Moresnet-neutre que le législateur de 1919 avait oubliés. Ils sont admis à réclamer la qualité de Belge moyennant l'autorisation du Roi.

La Section centrale estime qu'il n'y a aucune raison pour se montrer plus rigoureux à l'égard des personnes originaires de Moresnet qu'à l'égard de celles originaires d'Eupen-Malmedy. Le contraire semblerait plus logique, puisque Moresnet est censé avoir fait partie de la Belgique depuis 1815 ainsi que le proclame la cour de cassation (arrêt du 22 mai 1923, *Pas.* 253).

La Section centrale propose le texte suivant :

« La nationalité belge est acquise de plein droit aux personnes nées dans les territoires de Moresnet-neutre, d'Eupen, de Malmedy et de Saint-Vith, ainsi qu'aux descendants des personnes nées sur ces territoires qui, antérieurement au 1^{er} août 1914 étaient établies en Belgique et y résident au moment de la mise en vigueur de la présente loi. »

ART. 5^{bis}.

Cet article correspond à l'article 93 du projet de rattachement avait également pour but de réparer une omission de la loi du 25 octobre 1919 :

« Les personnes, âgées de 18 ans au moins, nées dans les territoires de Moresnet, d'Eupen, de Malmedy et de Saint-Vith, ainsi que les descendants d'individus nés sur ces territoires qui, postérieurement au 1^{er} août 1914, se sont établies en Belgique — à l'exception des territoires susvisés — y résident au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi seront, dans le délai de deux ans, à compter de cette mise en vigueur, admises à réclamer la qualité de Belge moyennant l'autorisation du Roi et la déclaration que leur intention est de fixer leur domicile en Belgique.

» L'établissement du domicile en Belgique doit être effectif dans l'année de la déclaration. »

ART. 5^{ter}.

En vertu de l'article 36, alinéa 2, du Traité de Versailles, les ressortissants allemands, établis sur les territoires annexés à la Belgique postérieurement au 1^{er} août 1914, peuvent acquérir la nationalité belge avec l'autorisation du Gouvernement belge. L'article 36, alinéa 2, n'est pas applicable aux personnes d'origine allemande qui ne se sont établies dans les territoires d'Eupen-Malmedy qu'après le transfert définitif, le 20 septembre 1920.

Il y a cependant un nombre de ces personnes qui ont manifesté des sentiments d'attachement certain à la Belgique, déclare l'Exposé des motifs du projet de rattachement. Il y a, notamment, des fonctionnaires de l'ordre administratif et judiciaire et des membres du personnel enseignant qui sont venus se mettre spontanément à la disposition du Haut-Commissaire et ont rendu de précieux services en permettant la continuité des services publics au lendemain du transfert.

C'est ainsi qu'il y a présentement — chose paradoxale — deux greffiers de justice de paix nommés à vie par les autorités belges et qui ont encore toujours la nationalité allemande.

C'est en vue de régulariser de semblables situations que le Gouvernement proposait l'article 92 qui devient l'article 5^{ter} du texte de la Section centrale :

« Les ressortissants allemands et ex-ressortissants âgés de 18 ans au moins et établis sur les territoires de Moresnet, d'Eupen, de Malmedy et de Saint-Vith au moment de la mise en vigueur de la présente loi, pourront acquérir la nationalité belge avec l'autorisation du Roi. Ils devront à cette fin introduire une demande auprès de l'officier de l'état civil de la commune de leur résidence dans le délai de deux ans après la mise en vigueur de la présente loi. »

L'exposé des motifs nous dit que l'article 92 du projet de rattachement devait permettre de conférer la nationalité belge aux ressortissants allemands ayant manifesté *des sentiments d'attachement certain à la Belgique*. Il est évident que l'on ne peut exiger que ces sentiments se soient manifestés avant l'établissement des intéressés dans les cantons. On ne pourrait non plus nier l'existence de ces sentiments en invoquant le fait que les intéressés auraient servi dans l'armée allemande, puisque c'est le cas de tous les hommes adultes à qui le traité de Versailles a accordé la nationalité belge de plein droit. Semblable interprétation restrictive enlèverait toute portée pratique à la disposition dont il s'agit.

Il nous semble que, sauf preuve contraire, l'attachement certain envers la Belgique résulte précisément dans le fait de l'établissement sur le territoire belge.

ART. 6.

Cet article rouvre les délais accordés aux ressortissants allemands de La Calamine devenue Belges, de plein droit, en vertu de la loi du 15 septembre 1919, pour renoncer à la nationalité Belge.

La Section centrale estime qu'il y a lieu d'accorder aussi cette faculté aux habitants des territoires d'Eupen, Malmedy et Saint-Vith devenus Belges, de plein droit, par application de l'article 36, alinéa 1 du Traité de Versailles. L'article 37, alinéa 1, du dit Traité, leur avait accordé un délai de deux ans pour opter pour la nationalité allemande.

La Section centrale propose de rédiger l'article 6 comme suit :

« Les ressortissants allemands de 18 ans au moins devenus Belges, de plein droit, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 15 septembre 1919 et de l'alinéa premier de l'article 36 du Traité de Versailles, peuvent, pendant un délai de deux ans, à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi, renoncer à la qualité de Belge devant l'officier de l'état-civil de leur domicile ».

ART. 8.

La disposition transitoire VI de la loi du 15 mai 1922 permettait d'enlever la nationalité belge aux Belges par option ou naturalisation qui ont manqué gravement à leurs devoirs envers la Belgique ou ses alliés pendant la guerre. La déchéance de la nationalité est un principe absolument exorbitant à notre droit public. Légitime après la guerre, la Section centrale estimait inopportun de la remettre en vigueur. Il semblait, en effet, improbable que des crimes contre la patrie commis au cours de la guerre fussent restés ignorés jusqu'au 4 juin 1925, date où la disposition IV cessa de sortir ses effets.

Mais il y aurait des actions, qui, intentées en suite de la disposition VI, n'auraient pas abouti pour un vice de procédure. Il est bon que dans des cas semblables, le parquet ne reste pas désarmé.

III

Modifications à la loi du 15 mai 1922.

ART. 8^{bis}.

La tendance indéniable de notre législation est le respect de l'individualité juridique de la femme. La femme belge qui épouse un étranger ou dont l'époux acquiert une nationalité étrangère peut recouvrer la nationalité belge moyennant simple déclaration dans les six mois de mariage devant l'officier de l'état-civil ou un agent diplomatique ou consulaire.

Par un juste souci d'harmonie, M. Mechelynck proposa de permettre à l'étrangère qui épouse un belge de conserver la nationalité étrangère. Un amendement fut déposé dans ce sens en seconde lecture par M. Vandervelde, Ministre de la Justice. Mais, il ne put être adopté, n'étant pas recevable.

La Section centrale propose de mettre fin à ce manque de parallélisme en reprenant le texte, naguère écarté pour vice de forme, qui compléterait l'article 4 de la loi du 15 mai 1922.

A l'article 4 de la loi du 15 mai 1922, est ajouté un alinéa 2^a ainsi conçu :

« Toutefois, elle peut renoncer à la nationalité belge par une déclaration faite dans les formes de l'article 22, durant les six mois à partir du mariage ou du jour où le mari est devenu belge. »

ART. 9.

La Section centrale propose une addition au texte du Gouvernement, justifiée par les considérations formulées au sujet de l'article premier.

ART. 10.

Pas d'observation.

ART. 10^{bis}.

Le souci d'écartier des individus dangereux ou indésirables a porté le législateur à entourer la formalité de l'option de garanties, dont certaines vont au-delà du but qu'elles se proposent. La plus désagréable aux optants est certes l'affichage au domicile prescrit par l'article 10 de la loi du 15 mai 1922.

Nous connaissons de nombreux cas où des personnes parfaitement honorables et ayant toujours fait preuve d'un attachement sincère envers la Belgique renoncent à l'option à cause de cette formalité. Ces personnes sont considérées par tout le monde comme étant belges et elles éprouvent une aversion insurmontable pour cet affichage qui révélera à tout le monde une nationalité qu'à tort ou à raison elles considèrent comme une tare.

Ce sont précisément les personnes les plus attachées à notre pays et les plus dignes d'obtenir la nationalité belge qui y renoncent pour ce motif que tout le monde comprendra.

L'affichage est non seulement vexatoire, il est aussi pratiquement inutile. Il n'arrive pour ainsi dire jamais que, sur le vu de l'affiche, des personnes envoient des renseignements aux autorités compétentes au sujet de l'optant. Tout au plus ces affiches provoquent-elles l'envoi de quelques lettres anonymes qui ne furent pas prises en considération.

Ajoutons que l'enquête faite par le parquet au sujet des optants fournit toutes les garanties nécessaires. La société fait confiance au ministère public et à ses auxiliaires, la police judiciaire, la police communale, la gendarmerie et la sûreté, quand il s'agit de la recherche des crimes les plus graves. Il n'y a aucune raison de douter du parquet, lorsqu'il s'agit de rechercher dans quelle mesure un étranger est digne de devenir belge.

La Section centrale propose donc la suppression des mots : « et à celle de la demeure du déclarant ».

ART. 10^{ter}.

Cette addition est le corollaire de celle proposée à l'article 3.

ART. 11.

Pas d'observation.

ART. 12.

Pas d'observation.

Votre Section centrale vous propose d'adopter le projet avec les amendements exposés ci-dessus.

Le Rapporteur,
M. SOMERHAUSEN.

Le Président,
M. LEMONNIER.

(A)
(N° 235)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 MAART 1926.

Wetsontwerp betreffende de verwerving, de herkrijging en het verlies van de nationaliteit (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER SOMERHAUSEN.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp op de nationaliteit omvat drie soorten van bepalingen :

De artikelen 1 tot 4 alsmede 6 en 7 heropenen sommige termijnen voorzien bij de vorige wetten op het inboorlingschap. Het zijn hoofdzakelijk overgangsbepalingen.

De artikelen 5 en 8 betreffen het statuut van de inboorlingen van Neutraal Moresnet.

Eindelijk, de artikelen 9 tot 12 brengen aan de wet van 15 Mei 1922 wijzigingen toe van ondergeschikt belang.

I

Heropening en verlenging van sommige termijnen.

EERSTE ARTIKEL.

Door deze bepaling, worden de termijnen van optie heropend voor de personen die aan de volgende vereisten beantwoorden :

1° In België geboren zijn uit vreemde ouders of, zelfs in het buitenland, geboren uit ouders van wie één den staat van Belg had bezeten;

2° Verzuimd hebben eene verklaring te onderschrijven tot het verkrijgen van de Belgische nationaliteit, overeenkomstig de voorschriften van de onderscheidene vroegere wetten op het inboorlingschap;

(1) Wetsontwerp, n° 23.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Lemoënier, voorzitter, Van Isacker, Verachtert, David, Somerhausen, Winandy en Marck.

3° Een ontslag van nationaliteit overleggen, wanneer zij behooren tot een land dat de cumulatie van twee nationaliteiten toestaat.

Het eerste artikel van het onderhavig ontwerp is ruimer opgevat dan de overgangsbepaling I der wet van 15 Mei 1922.

Inderdaad, deze bepaling heropende de termijnen voor de personen bedoeld bij de artikelen 1 en 5 der wet van 23 October 1919. Het eerste artikel van deze laatste wet betrof de onderhoorigen en de voormalige onderhoorigen van mogendheden welke in staat van oorlog zijn geweest met België. Artikel 5 bedoelde de personen die nochtans verzuimd hebben de bij artikel 9 der wet van 8 Juni 1909 en de bij artikel 4 der wet van 6 Augustus 1881 voorziene verklaringen af te leggen.

De wetgever van 1919 had nagelaten de termijnen te heropenen voor de bij artikel 18 der wet van 8 Juni 1909 bedoelde personen, namelijk voor degenen die verzuimd hadden de bij artikel 9 van het Burgerlijk Wetboek voorziene verklaring te doen. De wetgever van 1922 had deze leemte niet aangevuld. Daaruit blijkt dat het voordeel van de overgangsbepaling geweigerd werd aan de vóór 27 Juni 1887 in België uit vreemde ouders geboren personen. (Luik, 26 Juni 1923, *Jur.*, Luik, bl. 291; Brussel, 4 December 1923, *Pass.*, 1924, bl. 82; Cass., 29 October 1925, *Pass.*, 1926, bl. 36.)

Het eerste artikel van het ontwerp zal hun de keuze overlaten.

*
* *

Het eerste artikel bedoelt, onder andere, de personen in het buitenland geboren uit ouders waarvan één de hoedanigheid van Belg *had bezeten*. Dit is de formule van artikel 6 der wet van 15 Mei 1922. Dit opstel zou kunnen doen gelooven dat de optie niet zou kunnen aanvaard worden, indien de moeder van den optie-doende de Belgische nationaliteit had teruggekregen. De geleerde commentator van de wet van 15 Mei 1922, de heer Standaert, schreef dienaangaande, dat dergelijke verklaring moet verworpen worden. Dit is ook de meening van de Middenafdeeling, welke voorstelt alle betwisting te verwijderen met de woorden *bezit of in te lasschen* vóór de woorden *had bezeten*.

ART. 2.

Niets te bemerken.

ART. 3.

Dit artikel herneemt de overgangsbepaling V der wet van 15 Mei 1922. Door « vrouwen van Belgische afkomst » moet worden verstaan, niet alleen de Belgen van geboorte, maar ook de Belgen door optie. Deze gelijkstelling werd door de rechtspraak bevestigd (Brussel, 12 Februari 1924, *Pas.*, blz. 83).

*
* *

De Commissie stelt voor, het voordeel van artikel 3 uit te strekken tot de vrouwen die Belg zijn geworden wegens de aanhechting van de kantons Eupen, Malmedy, Sint-Vith, en welke nadien die nationaliteit hebben verloren door huwelijk met een vreemde. Dit is hetgeen werd gedaan door artikel 94 van het vervallen ontwerp tot aanhechting.

De Middenafdeeling stelt voor een tweede alinea toe te voegen, luidende :

« Het voordeel van dit artikel wordt uitgestrekt tot de vrouwen, Belg geworden op grond van het Verdrag van Versailles, van de wetten van 15 September en van 15 October 1919, alsmede van deze wet. »

ART. 3^{bis}.

Deze overgangsbepaling is het noodzakelijk gevolg van artikel 8^{bis}.

II

Statuut van de bewoners van Nieuw België.

Terecht herinnert de Memorie van Toelichting van onderhavig wetsontwerp aan de woorden van Bara, omtrent de moeilijkheid van verklaring der wetten betreffende het inboorlingschap. Die moeilijkheid is gedeeltelijk het gevolg van de ingewikkeldheid en de menigvuldigheid van de desbetreffende wetten.

Het statuut van de bewoners van Nieuw België wordt beheerd door de artikelen 36 en 37 van het Verdrag van Versailles, de wet van 15 September 1919 betreffende Neutraal Moresnet en de wet van 25 October 1919 op de vaderlandskeuze, welke moesten aangevuld worden door onderhavig wetsontwerp en het wetsontwerp tot aanhechting (n^o 370, zittingsjaar 1924-1925), waarvan een hoofdstuk aan de nationaliteit wordt gewijd.

De Middenafdeeling heeft van het ontwerp tot aanhechting de artikelen 92 tot 94 afgescheiden om ze aan onderhavig ontwerp toe te voegen. Deze handelwijze dringt zich op om drie redenen :

1^o Het is wenschelijk dat de teksten op de nationaliteit zoo weinig mogelijk verspreid liggen ;

2^o Het is dringend het nationaal statuut van de nieuwe Belgen voor goed te regelen ;

3^o Tusschen de bepalingen van het onderhavig ontwerp en die van het ontwerp tot aanhechting bestaat een blijkbare samenhang ; men oordeele naar het volgend voorbeeld :

Artikel 5 van dit wetsontwerp regelt het statuut van de personen geboren te Neutraal Moresnet en, *vóór* 2 Augustus 1914, in Belgiëge vestigd. Artikel 93 van het ontwerp tot aanhechting regelt het statuut van de personen geboren te Neutraal Moresnet en, *na* 1 Augustus 1924, in België gevestigd.

Vermelden wij, dat de artikelen 92 tot 94, opgemaakt door een Commissie van rechtsgeleerden, zonder opmerkingen werden aangenomen door de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het ontwerp tot aanhechting, tijdens het zittingsjaar 1924-1925. (Cf. verslag van den heer Sinzot, n^o 150.)

ART. 5.

Artikel 4 der wet van 25 October 1919 kent de Belgische nationaliteit *van rechtswege* toe aan de personen geboren op de grondgebieden van Eupen-Malmedy alsmede aan hunne afstammelingen, mits zij in België verblijven van *vóór* 1 Augustus 1914. Artikel 5 van onderhavig ontwerp betreft de personen geboren

te Neutraal Moresnet welke door den wetgever van 1919 waren vergeten geworden.

Zij worden toegelaten, mits machtiging door den Koning, de hoedanigheid van Belg te eischen. De Middenafdeeling is van gevoelen dat een geen de minste reden bestaat om zich strenger te toonen jegens de personen herkomstig uit Moresnet dan jegens die oorspronkelijk uit Eupen-Malmedy.

Het tegendeel zou logischer schijnen, aangezien Moresnet wordt verondersteld deel te hebben uitgemaakt van België, sedert 1815, zooals dit door het Hof van Verbreking wordt verklaard (arrest van 22 Mei 1925, *Pas.* 253).

De Middenafdeeling stelt den volgende tekst voor :

« Verkrijgen de Belgische nationaliteit van rechtswege, de personen geboren op de grondgebieden van Neutraal-Moresnet, van Eupen, van Malmedy en van Sint-Vith, alsmede de afstammelingen van de op deze grondgebieden geboren personen die zich vóór 1 Augustus 1914 in België gevestigd hadden en er verblijven op het oogenblik dat deze wet in werking treedt. »

Arr. 5^{bis}.

Dit artikel van het ontwerp tot aanhechting had insgelijks voor doel een weglating van de wet van 25 October 1919 te herstellen.

« De personen, van minstens 18 jaar oud, geboren op de grondgebieden van Moresnet, Eupen, Malmedy en Sint-Vith, alsmede de nakomelingen van personen op deze grondgebieden geboren, die zich na 1 Augustus 1914 in België hebben gevestigd — de bovenbedoelde gebieden uitgezonderd — en er verblijven als deze wet van kracht wordt, mogen, binnen den termijn van twee jaar, na dit van kracht worden, den staat van Belg aanvragen mits verlof van den Koning, en de verklaring hunnerzijds dat zij het inzicht hebben hunne woonplaats in België te vestigen.

» De vestiging van de woonplaats in België moet werkelijk geschieden binnen het jaar na de verklaring. »

ART. 5^{ter}.

Krachtens artikel 36, lid 2, van het Verdrag van Versailles, kunnen de Duitsche onderhoorigen, na 1 Augustus 1914, op de aan België gehechte grondgebieden gevestigd, de Belgische nationaliteit verkrijgen met de machtiging van de Belgische Regeering. Artikel 36, lid 2, is niet toepasselijk op de personen van Duitsche herkomst die zich slechts hebben gevestigd op de grondgebieden van Eupen-Malmedy na de definitieve overdracht, op 20 September 1920.

Er is echter een aantal van deze personen welke gevoelens van onbetwifelbare gehechtheid aan België hebben betoond, zooals de Memorie van Toelichting van het ontwerp tot aanhechting verklaart. Er zijn, namelijk, ambtenaren van de besturende en de rechterlijke orde en leden van het onderwijzend personeel die zich vrijwillig ter beschikking zijn komen stellen van den Hoogen Commissaris en die kostbare diensten hebben bewezen met de voortzetting der openbare diensten toe te laten daags na de overdracht.

Alzoo bestaan er thans — wat iets paradoxaals is — twee griffiers van het vrederegerecht, door de Belgische overheid levenslang benoemd, en die nog steeds de Duitsche nationaliteit bezitten.

Ten einde dergelijke toestanden te regelen, stelde de Regeering artikel 92 voor, dat artikel 5^{ter} wordt in den tekst van de Middenafdeeling :

« De Duitsche onderhoorigen en voormalige onderhoorigen, bij het van kracht worden dezer wet ten minste 18 jaar oud en binnen de gebieden van Moresnet, Eupen, Malmedy en Sint-Vith gevestigd, kunnen, met verlof van den Koning, de Belgische nationaliteit erlangen. Daartoe moeten zij, uiterlijk twee jaar na het van kracht worden van deze wet, een aanvraag indienen bij den ambtenaar van den Burgerlijken Stand van de gemeente hunner verblijfplaats. »

De Memorie van Toelichting zegt ons dat artikel 92 van het ontwerp tot aanhechting moest toelaten de Belgische nationaliteit toe te kennen aan de Duitsche onderhoorigen die *gevoelens van onbetwifelbare gehechtheid aan België* hebben betoond. Het is klaar dat men niet mag eischen dat die gevoelens zich hebben geuit vóór de vestiging der betrokkenen in de kantons. Men zou evenmin het bestaan van die gevoelens mogen loochenen door zich te beroepen op het feit dat de betrokkenen in het Duitsche leger zouden gediend hebben, aangezien dit het geval is voor al de volwassen mannen aan wie het Verdrag van Versailles van rechtswege de Belgische nationaliteit heeft verleend. Dergelijke beperkende verklaring zou alle practische beteekenis aan bedoelde bepaling ontnemen.

Wij meenen dat, behoudens bewijs van het tegendeel, de onbetwifelbare gehechtheid aan België wel degelijk blijkt uit het feit van de vestiging op het Belgisch grondgebied.

ART. 6.

Dit artikel heropent de termijnen, verleend aan de Duitsche onderhoorigen van La Calamine, van rechtswege Belg geworden uit kracht der wet van 15 September 1919, om van de Belgische nationaliteit af te zien.

De Middenafdeeling is van oordeel dat het betaamt dit ook toe te staan aan de bewoners van de gebieden Eupen, Malmedy en Sint-Vith, van rechtswege Belg geworden, bij toepassing van artikel 36, alinea 1 van het Verdrag van Versailles. Artikel 37, eerste alinea, van gezegd verdrag, had hun een termijn van twee jaar verleend om keuze te doen voor de Duitsche nationaliteit.

De Middenafdeeling stelt voor artikel 6 te doen luiden :

« De Duitsche onderhoorigen van minstens 18 jaar oud, van rechtswege Belg geworden uit kracht van de tweede alinea van artikel 2 der wet van 15 September 1919 en van de eerste alinea van artikel 36 van het Verdrag van Versailles, kunnen, gedurende een termijn van twee jaar, te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt, van den staat van Belg afzien, ten overstaan van den ambtenaar van den Burgerlijken Stand hunner woonplaats. »

ART. 8.

De overgangsbepaling VI van de wet van 15 Mei 1922 laat toe de Belgische nationaliteit te ontnemen aan de Belgen door keuze of naturalisatie die grootelijks aan hunne verplichtingen jegens België of zijne geallieerden, tijdens den oorlog, zijn te kort gekomen. De ontzetting van de nationaliteit is een volstrekt overdreven principe aan ons Staatsrecht. Was zij wettig na den oorlog, toch heeft de Middenafdeeling het onvoegzaam geoordeeld ze opnieuw van kracht te maken. Het scheen, immers, onwaarschijnlijk dat misdaden tegen het Vaderland, tijdens den oorlog gepleegd, ongekend zouden gebleven zijn tot 4 Juni 1925, op welken datum de bepaling VI ophield van kracht te zijn.

Doch er zouden rechtsvorderingen bestaan, ingesteld ten gevolge van de bepaling VI, aan dewelke, voor een gebrek van procedure, geen gevolg zou gegeven geweest zijn. Het is goed dat, in dergelijke gevallen, het Parket niet ontwapend blijve.

III

Wijziging van de wet van 15 Mei 1922.

Art. 8^{bis}.

De onloochenbare strekking van onze wetgeving is de eerbiediging van de rechtspersoonlijking der vrouw. De Belgische vrouw die een vreemde huwt of wier echtgenoot een vreemde nationaliteit verwerft, kan de Belgische nationaliteit terugkrijgen mits eenvoudige verklaring, binnen zes maanden na het huwelijk, ten overstaan van den ambtenaar van den Burgerlijken Stand of een diplomatiek of consulair agent.

Om wille van de gepaste eenheid, stelde de heer Mechelynek voor aan de vreemde vrouw, die een Belg huwt, toe te laten de vreemde nationaliteit te behouden. Een amendement werd, in tweede lezing, in dezen zin door den heer Vandervelde, Minister van Justitie, ingediend. Het moest echter, wegens niet ontvankelijkheid, worden afgewezen.

De Middenafdeeling stelt voor dit gebrek aan eenheid te doen verdwijnen, met den tekst, vroeger om gebrek in den vorm afgewezen, te hernemen en alzoo artikel 4 der wet van 15 Mei 1922 aan te vullen.

Aan artikel 4 van de wet van 15 Mei 1922, wordt de volgende bepaling toegevoegd :

« Zij kan echter van de Belgische nationaliteit afzien door eene verklaring gedaan op de wijze voorzien bij artikel 22, binnen zes maanden van af den dag van het huwelijk of van af den dag waarop de man Belg is geworden. »

ART. 9.

Om dezelfde redenen als werd gezegd voor het eerste artikel, stelt de Middenafdeeling een wijziging voor aan den tekst van de Regeering.

ART. 10.

Geene opmerkingen.

ART. 10^{bis}.

Het inzicht om gevaarlijke of ongewenschte personen te verwijderen, heeft den wetgever er toe genoopt de formaliteit voor de optie te doen gepaard gaan van waarborgen, waarvan sommige het voorgestelde doel voorbijstreven. De meest onaangename waarborg voor de opteerenden is voorzeker de aanplakking ten woonhuize, zooals wordt voorgeschreven bij artikel 10 der wet van 15 Mei 1922.

Wij kennen talrijke gevallen waarin volstrekt eerbare personen, die altijd een oprechte gehechtheid jegens België betoond hebben, van de keuze afzien ter oorzaak van die formaliteiten. Deze personen worden door iedereen als Belgen aangezien en zij hebben een onverwinbaren hekel aan die aanplakking welke aan iedereen een nationaliteit bekend maakt, welke zij, te rechte of te onrechte, als een smet aanzien.

Het zijn juist degenen, die het meest aan ons land gehecht zijn en het meest waardig om de Belgische nationaliteit te bekomen, welke er van afzien om die reden welke iedereen gemakkelijk begrijpt.

De aanplakking is niet alleen grievend, zij is practisch ook zonder nut. Het gebeurt om zoo te zeggen nooit dat, op het zicht van den aanplakbrief, personen inlichtingen zenden aan de bevoegde overheid omtrent den opteerende. Deze plakbrieven gaven hoop en al aanleiding tot het zenden van eenige naamlooze brieven welke niet in aanmerking werden genomen.

Voegen wij er bij, dat het onderzoek door het Parket omtrent opteerenden gedaan, al de noodige waarborgen oplevert. Het volk heeft vertrouwen in het Openbaar Ministerie en zijne hulpagenten, de rechterlijke politie, de gemeentepolitie, de gendarmerie en de veiligheidspolitie, wanneer het betreft de ergste misdaden op te sporen. Er bestaat geen de minste reden om aan het Parket te twifelen, wanneer het gelt na te gaan in welke mate een vreemdeling waardig is van Belg te worden.

De Middenafdeeling stelt des voor te doen wegvallen de woorden :

« Aan de deur der woning van den aangever. »

ART. 10^{ter}.

Deze toevoeging vloeit voort uit die bij artikel 3 voorgesteld.

ART. 11.

Geene aanmerkingen.

ART. 12.

Geene aanmerkingen.

Uwe Middenafdeeling stelt u voor het ontwerp aan te nemen met de bovengemelde wijzigingen.

De Verslaggever,
M. SOMERHAUSEN.

De Voorzitter,
M. LEMONNIER.

(1)

ANNEXE AU RAPPORT N° 235

**Projet de loi concernant l'acquisition, le recouvrement et la perte
de la nationalité.**

TABLEAU DES TEXTES :

- 1° Législation en vigueur;
 - 2° Texte proposé par le Gouvernement;
 - 3° Amendements proposés par la Commission.
-
-

BIJLAGE VAN HET VERSLAG N° 235

**Wetsontwerp betreffende de verwerving, de herkrijging en het verlies
van de nationaliteit.**

TABEL DER TEKSTEN :

- 1° Bestaande wetgeving;
- 2° Tekst door de Regeering ingediend;
- 3° Amendementen door de Commissie ingediend.

**Texte proposé
par le Gouvernement.**

ARTICLE PREMIER.

Les personnes, — nées en Belgique de parents étrangers ou nées, même à l'étranger, de parents dont l'un avait eu la qualité de Belge, — qui auraient omis de souscrire une déclaration devant l'autorité compétente dans les délais prévus par les diverses lois antérieures sur l'indigénat ou qui auraient souscrit une déclaration nulle ou insuffisante, peuvent faire option pour la nationalité belge, dans le délai de trois années à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi. Le déclarant doit satisfaire aux conditions prescrites par l'article 7 de la loi du 15 mai 1922 et son option, pour produire son effet, doit être agréée conformément aux dispositions de l'article 10 de la dite loi.

Le bénéfice du présent article sera refusé aux étrangers qui, étant soumis à des obligations de milice en Belgique, auront négligé de les remplir.

ARTICLE 2.

Les enfants et descendants de toute personne qui, ayant pu conserver la qualité de Belge aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 4 juin 1839, l'aura perdue en négligeant de faire la déclaration requise ou de transférer son domicile en Belgique, peuvent acquérir la qualité de Belge en déclarant devant l'officier de l'État civil du lieu de leur résidence habituelle que telle est leur intention.

**Tekst door de Regeering
ingediend..**

EERSTE ARTIKEL.

De personen — in België geboren uit vreemde ouders of, zelfs in het buitenland geboren uit ouders van wie één den staat van Belg had bezeten, — die zouden verzuimd hebben binnen de bij de verschillende vroegere wetten op het inboorlingschap voorziene termijnen, vóór de bevoegde overheid een verklaring te onderschrijven, of die een nietige of onvoldoende verklaring zouden hebben onderschreven, kunnen voor de Belgische nationaliteit opteeren binnen den termijn van drie jaar te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt. Hij, die de verklaring aflegt, moet aan de bij artikel 7 van de wet van 15 Mei 1922 voorgeschreven voorwaarden voldoen en zijn keuze, om haar uitwerking te hebben, moet worden aanvaard overeenkomstig de beschikkingen van artikel 10 van bedoelde wet.

Het voordeel van dit artikel wordt onthouden aan de vreemdelingen die in België militieplichtig zijn en dien plicht hebben verzuimd.

ART. 2.

De kinderen en afstammelingen van elken persoon die, terwijl hij, naar luid van artikel 1 der wet van 4 Juni 1839, den staat van Belg had kunnen behouden, dien staat heeft verloren doordien hij verzuimde de vereischte verklaring af te leggen of zijn woonplaats naar België over te brengen, kunnen den staat van Belg verkrijgen door vóór den ambtenaar van den Burgerlijken Stand hunner gewone verblijfplaats te verklaren dat zulks hun voornemen is.

(Loi du 15 mai 1922).

Disposition transitoire, n° I. — Pendant l'année qui suivra la mise en vigueur de la présente loi, peuvent faire option, pour la nationalité belge, même si elles ont dépassé l'âge de vingt-deux ans, mais si elles satisfont aux autres conditions prescrites par les articles 6 et 7 ci-dessus, les personnes visées par les articles 1^{er} et 5 de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie.

Pour produire son effet, leur option doit être agréée conformément aux dispositions de l'article 10 ci-dessus.

(Loi du 15 mai 1922).

ART. 7. — L'option n'est point recevable lorsque la loi nationale de l'intéressé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité dans le cas où il en acquerrait une nouvelle.

ART. 10 --- (Voir page XVI.)

(Loi du 15 mai 1922).

Disposition transitoire, n° IV. — Les enfants et descendants de tout individu qui, ayant pu conserver la qualité de Belge, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 4 juin 1839, l'aura perdue en négligeant de faire la déclaration requise ou de transférer son domicile en Belgique, peuvent acquérir la qualité de Belge en déclarant devant l'officier de l'état civil du lieu de leur résidence habituelle, que telle est leur intention.

**Amendements
proposés par la Commission.**

ARTICLE PREMIER.

Intercaler avant les mots :
« avait eu » **les mots :** « *a ou* ».

**Amendementen door de Commissie
ingediend..**

EERSTE ARTIKEL.

Vóór de woorden : « had beze-
ten » **in te lasschen de woor-**
den : « *bezit of* ».

Texte proposé par le Gouvernement.

Tekst door de Regeering ingediend.

La déclaration est soumise aux règles de capacité et de forme des articles 21 et 22 ci-dessus. Elle doit être faite dans le délai de trois années à partir du jour de la mise en vigueur de la présente loi, et, pour les mineurs à partir du jour de leur majorité.

La déclaration est soumise aux règles de capacité et de forme des articles 21 et 22 de la loi du 15 mai 1922.

Elle doit être faite dans le délai de trois années à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi et, pour les mineurs, à partir du jour de leur majorité.

ART. 3.

Les femmes Belges d'origine, qui ont perdu la qualité de Belge par suite de leur mariage avec un étranger ou par suite de l'acquisition d'une nationalité étrangère par leur mari, sont admises, dans le délai de trois années à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi, à recouvrer la nationalité belge par une déclaration faite dans les formes de l'article 22 de la loi du 15 mai 1922.

Voor de verklaring gelden de regelen van bekwaamheid en vorm, bepaald bij de artikelen 21 en 22 der wet van 15 Mei 1922.

Zij moet afgelegd worden binnen den tijd van drie jaar te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt en, voor de minderjarigen, vanaf den dag hunner meerderjarigheid.

ART. 3.

De vrouwen van Belgische afkomst, die den staat van Belg hebben verloren ten gevolge van haar huwelijk met een vreemdeling of ten gevolge van het verkrijgen eener vreemde nationaliteit door hun man, kunnen, binnen den tijd van drie jaar, te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt, de Belgische nationaliteit terugbekomen door een verklaring, af te leggen op de wijze, bepaald bij artikel 22 van de wet van 15 Mei 1922.

(Loi du 15 mai 1922.)

Disposition transitoire, n° V.
— Pendant les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, les femmes Belges d'origine qui ont perdu la qualité de Belge par suite de leur mariage avec un étranger ou par suite de l'acquisition d'une nationalité étrangère par leur mari, sont admises à recouvrer la nationalité belge par une déclaration faite dans les formes de l'article 22.

ART. 22. (Voir page XVI).

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie ingediend.

ART. 3.

ART. 3.

Ajouter un alinéa ainsi conçu :

Le bénéfice du présent article est étendu aux femmes devenues Belges par application du Traité de Versailles, des lois des 15 septembre et 25 octobre 1919, ainsi que de la présente loi.

Een volgend alinea toevoegen :

Het voordeel van dit artikel wordt uitgestrekt tot de vrouwen, Belg geworden op grond van het Verdrag van Versailles, van de wetten van 15 September en van 15 October 1919, alsmede van deze wet.

Texte proposé par le Gouvernement.

Tekst door de Regeering ingediend.

*(Projet de loi, n° 370, 1923-1924).*ART. 94. — *Alinéa final et pénultième :*

Dans les six mois de la mise en vigueur de la présente loi, les femmes belges d'origine qui ont perdu leur qualité de belge par suite de leur mariage avec un étranger ou par suite de l'acquisition d'une nationalité étrangère par leur mari sont admises à recouvrer la nationalité belge par une déclaration faite dans les formes de l'article 22 de la loi du 15 mai 1922 sur l'acquisition et la perte de la nationalité, à condition qu'elles aient résidé dans les territoires visés aux articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles à une époque comprise entre le 4 juin 1922 et la mise en vigueur de la présente loi.

Sont considérées comme Belges d'origine pour l'application du présent article, non seulement les femmes Belges par la naissance, mais aussi celles qui sont devenues Belges par l'application du Traité de Versailles.

(Loi du 15 mai 1922).

ART. 48. — Perdent la qualité de Belge :

- 1°
- 2°
- 3°
- 4° Les enfants mineurs non émancipés d'un Belge devenu étranger par application du présent article et exerçant sur eux le droit de garde, s'ils ont acquis la nationalité étrangère en même temps que leur auteur.

(Loi du 15 mai 1922.)

ART. 4. — Sans préjudice aux dispositions des articles 36 et 37 du Traité de Versailles, dès que le transfert de la souveraineté belge sur les territoires comprenant l'ensemble des cercles d'Ennen et de Malmédy sera définitif, la nationalité belge sera, en outre, acquise de plein droit :

1° Aux individus nés sur les dits territoires ;

2° Aux descendants d'individus nés sur ces territoires, à la condition, pour les uns et les autres, qu'ils résident en Belgique à cette époque depuis une date antérieure au 1^{er} août 1914.

Toutefois, ceux d'entre eux qui sont âgés de 48 ans accomplis

ART. 4.

Les personnes qui ont perdu la qualité de Belge, par application de l'article 48, 4°, de la loi du 15 mai 1922 et ont négligé de souscrire dans le délai prescrit la déclaration dont il s'agit à l'article 49, 2° alinéa, de la dite loi, pour recouvrer cette qualité, peuvent faire la dite déclaration dans les trois années à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi et moyennant l'accomplissement des conditions et formalités prévues au dit article 49.

ART. 5.

Les personnes nées dans le territoire dit de Moresnet-Neutre devenu la commune de La Calamine, ainsi que les descendants des personnes nées sur ce territoire, qui, antérieurement au 2 août 1914, se sont établis en Belgique et y résident encore au moment de la mise en vigueur de la présente loi, sont, dans le délai de trois ans à compter du jour de cette mise en vigueur, admis à réclamer la qualité de Belge moyennant l'autorisation du Roi et à la condition que le réclamant déclare que son intention est de fixer son domicile en Belgique et qu'il l'y établisse effec-

ART. 4.

De personen die, bij toepassing van artikel 48, 4°, der wet van 15 Mei 1922, den staat van Belg hebben verloren en verzuimd hebben binnen den voorgescreven termijn de bij artikel 49, 2° lid, van voormelde wet voorziene verklaring te onderschrijven om dezen staat terug te bekomen, kunnen binnen drie jaar, te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt, en mits inachtneming van de bij genoemd artikel 49 vereischte voorwaarden en formaliteiten, bedoelde verklaring afleggen.

ART. 5.

De personen, geboren op het grondgebied genaamd Neutraal Moresnet, dat de gemeente Kalmis geworden is, alsmede de afstammelingen van de op dit grondgebied geboren personen die zich vóór 2 Augustus 1914 in België gevestigd hebben en er nog verblijven op het oogenblik dat deze wet in werking treedt, kunnen, binnen den tijd van drie jaar, te rekenen van den dag van deze inwerkingtreding, zich aanmelden om den staat van Belg te verkrijgen mits machtiging vanwege den Koning en onder voorwaarde dat de verzoeker verklaart dat hij voorne-

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie ingediend.

**Insérer un article nouveau
ainsi conçu :**

ART. 3^{bis}.

Les femmes devenues Belges par suite de leur mariage avec un Belge ou par suite de l'acquisition de la nationalité belge par leur mari, sont admises dans les trois années à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi, à recouvrer leur nationalité étrangère par une déclaration faite dans les formes de l'article 22 de la loi du 15 mai 1922.

**Een nieuw artikel inlas-
schen, luidende :**

ART. 3^{bis}.

De vrouwen, Belg geworden ten gevolge van hun huwelijk met een Belg of door het verkrijgen der Belgische nationaliteit door hun man, kunnen, binnen den tijd van drie jaar, te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt, hunne buitenlandsche nationaliteit terugbekomen door eene verklaring, af te leggen op de wijze bepaald bij artikel 22 van de wet van 15 Mei 1922.

ART. 5.

Rédiger l'article comme suit :

La nationalité belge est acquise de plein droit aux personnes nées dans les territoires de Moresnet-neutre, d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith, ainsi qu'aux descendants des personnes nées sur ces territoires qui, antérieurement au 1^{er} août 1914 étaient établies en Belgique et y résident au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 5.

Het te doen luiden :

Verkrijgen de Belgische nationaliteit van rechtswege, de personen geboren op de grondgebieden van Neutraal-Moresnet, van Eupen, van Malmédy en van Sint-Vith, alsmede de afstammelingen van de op deze grondgebieden geboren personen die zich vóór 1 Augustus 1914 in België gevestigd hadden en er verblijven op het oogenblik dat deze wet in werking treedt.

Texte proposé par le Gouvernement.

Tekst door de Regeering ingediend.

seront admis, dans le délai de deux ans à dater du transfert définitif de la souveraineté, à décliner la nationalité belge, en déclarant, dans les formes requises par la loi du 8 juin 1909, leur intention de recouvrer ou de conserver la nationalité étrangère.

Les individus nés sur les territoires d'Eupen et Malmédy, ainsi que les descendants d'individus nés sur ces territoires qui se sont établis en Belgique postérieurement au 1^{er} août 1914 et qui continuent d'y résider, seront admis dans le délai de deux ans à dater du transfert définitif de la souveraineté, à réclamer la qualité de Belge, moyennant l'autorisation du Roi et l'accomplissement des formalités prévues aux articles 8, 14 et 15 de la loi du 8 juin 1909.

Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3 du présent article, l'option du mari entraînera celle de la femme et l'option des parents entraînera celle de leurs enfants âgés de moins de 18 ans.

(Art. 93 du projet de loi, n° 370, 1923-1924.)

Les individus nés dans les territoires des cantons d'Eupen-Malmédy-Saint-Vith ou à La Calamine, ainsi que les descendants d'individus nés sur ces territoires qui, postérieurement au 1^{er} août 1914, se sont établis en Belgique — à l'exception des territoires susvisés — y résident encore au moment de la mise en vigueur de la présente loi seront, dans le délai d'un an depuis cette mise en vigueur, admis à réclamer la qualité de Belge moyennant l'autorisation du Roi et la *déclaration* que leur intention est de fixer leur domicile en Belgique.

L'établissement du domicile en Belgique doit être effectif dans l'année de la déclaration prévue aux articles 92 et 93.

tivement dans l'année de la déclaration. Celle-ci se fait conformément aux articles 21 et 22 de la loi du 15 mai 1922.

mens is zich metterwoon in België vestigen en hij er zich inderdaad binn het jaar der verklaring vestigt. De verklaring wordt afgelegd overeenkomstig de artikelen 21 en 22 van de wet van 15 Mei 1922.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie ingediend.

Intercaler un article nouveau ainsi conçu :

ART. 5^{bis}.

Les personnes, âgées de 18 ans au moins, nées dans les territoires de Moresnet, d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith, ainsi que les descendants d'individus nés sur ces territoires qui, postérieurement au 1^{er} août 1914, se sont établies en Belgique — à l'exception des territoires susvisés — y résident au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi seront, dans le délai de deux ans, à compter de cette mise en vigueur, admis à réclamer la qualité de Belge moyennant l'autorisation du Roi et la déclaration que leur intention est de fixer leur domicile en Belgique.

L'établissement du domicile en Belgique doit être effectif dans l'année de la déclaration.

Een nieuw artikel inlaschen, luidende :

ART. 5^{bis}.

De personen, van minsten 18 jaar oud, geboren op de grondgebieden van Moresnet, Eupen, Malmédy en Sint-Vith, alsmede de nakomelingen van personen op deze grondgebieden geboren, die zich na 1 Augustus 1914 in België hebben gevestigd — de bovenbedoelde gebieden uitgezonderd — en er verblijven als deze wet van kracht wordt, mogen binnen den termijn van twee jaar, na dit van kracht worden, den staat van Belg aanvragen mits verlof van den Koning, en de verklaring hunnerzijds dat zij het inzicht hebben hunne woonplaats in België te vestigen.

De vestiging van de woonplaats in België moet werkelijk geschieden binnen het jaar na de verklaring.

Texte proposé par le Gouvernement.

Tekst door de Regeering ingediend.

(Projet de loi, n° 370, 1925-1924).

ART. 92.

Les ressortissants allemands ou d'origine allemande, âgés de 18 ans au moins et établis sur les territoires visés aux articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles au moment de la mise en vigueur de la présente loi, pourront acquérir la nationalité belge avec l'autorisation du Roi. Toutefois ils devront à cette fin introduire une demande auprès du bourgmestre de la commune de leur domicile dans le délai d'un an depuis le jour de la mise en vigueur de la présente loi.

A l'égard de l'application de la présente disposition, la femme suit la condition de son mari et les enfants âgés de moins de 18 ans celle de leurs parents.

Les enfants mineurs doivent, pour introduire la demande ci-dessus, s'assurer du consentement prévu à l'article 94.

ART. 6.

(Loi du 15 septembre 1919).

ART. 2, alinéas 2.

Les ressortissants allemands, âgés de 18 ans au moins, établis dans ce territoire (Moresnet), avant le 1^{er} août 1914, et qui y résidaient le 1^{er} août 1919, acquièrent pareillement la nationalité belge; toutefois, pendant les deux ans qui suivront la mise en vigueur de la présente loi, ils auront la faculté d'opter pour la nationalité allemande; dans ce cas ils doivent quitter le territoire du royaume dans l'année de leur déclaration.

(Traité de Versailles).

ART. 37.

Pendant les deux ans qui suivront le transfert définitif de la souveraineté sur les territoires attribués à la Belgique en vertu du présent Traité, les ressortissants allemands âgés de plus de 18 ans et établis sur ces terri-

Les ressortissants allemands âgés de 16 ans au moins, établis avant le 1^{er} août 1914 sur le territoire de Moresnet-Neutre et y résidant à la date du 1^{er} août 1919, qui sont devenus Belges de plein droit par application de l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi du 15 septembre 1919, peuvent pendant un nouveau délai de deux années, à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi, renoncer à la qualité de Belge, sous les conditions et moyennant l'accomplissement des formalités prévues au dit article 3.

ART. 6.

De Duitsche onderhoorigen, ten minste 16 jaar oud, vóór 1 Augustus 1914 op het grondgebied van Neutraal-Moresnet gevestigd en aldaar op 1 Augustus 1919 verblijvende, die van rechtswege Belg geworden zijn bij toepassing van het 2^o lid van artikel 3 der wet van 15 September 1919, kunnen, binnen een nieuwen termijn van twee jaar, te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt, van den staat van Belg afzien, onder de voorwaarden en mits inachtneming van de formaliteiten, voorzien bij bedoeld artikel 3.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie ingediend.

Intercaler un article nouveau ainsi conçu :

Een nieuw artikel inlaschen luidende :

ART. 5^{ter}.ART. 5^{ter}.

Les ressortissants allemands ou d'origine allemande, âgés de 18 ans au moins et établis sur les territoires de Moresnet, d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith au moment de la mise en vigueur de la présente loi, pourront acquérir la nationalité belge avec l'autorisation du Roi. Ils devront à cette fin introduire une demande auprès de l'officier de l'État civil de la commune de leur résidence dans le délai de deux ans après la mise en vigueur de la présente loi.

De Duitse onderhoorigen en voormalige onderhoorigen, bij het van kracht worden dezer wet ten minste 18 jaar oud en binnen de gebieden van Moresnet, Eupen, Malmedy en Sint-Vith gevestigd, kunnen, met verlof van den Koning, de Belgische nationaliteit erlangen. Daartoe moeten zij uiterlijk twee jaar na het van kracht worden van deze wet, een aanvraag indienen bij den ambtenaar van den Burgerlijken Stand van de gemeente hunner verblijfplaats.

ART. 6.

ART. 6.

Rédiger l'article comme suit :

Het artikel te doen luiden :

Les ressortissants allemands de 18 ans au moins devenus Belges, de plein droit, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 15 septembre 1919 et de l'alinéa premier de l'article 36 du Traité de Versailles, peuvent, pendant un délai de deux ans, à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi, renoncer à la qualité de Belge devant l'officier de l'état-civil de leur domicile.

De Duitse onderhoorigen van minstens 18 jaar oud, van rechtswege Belg geworden uit kracht van de tweede alinea van artikel 2 der wet van 15 September 1919 en van de eerste alinea van artikel 36 van het Verdrag van Versailles, kunnen, gedurende een termijn van twee jaar, te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt, van den staat van Belg afzien, ten overstaan van den ambtenaar vander Burgerlijken Stand hunner woonplaats.

Texte proposé par le Gouvernement.

Tekst door de Regeering ingediend.

toires auront la faculté d'opter pour la nationalité allemande.

L'option du mari entraînera celle de la femme et l'option des parents entraînera celle de leurs enfants âgés de moins de 18 ans.

Les personnes ayant exercé le droit d'option ci-dessus prévu devront, dans les douze mois qui suivront, transporter leur domicile en Allemagne.

Elles seront libres de conserver les biens immobiliers qu'elles possèdent sur les territoires acquis par la Belgique. Elle pourront emporter leurs biens meubles de toute nature. Il ne leur sera imposé, de ce chef, aucun droit soit de sortie, soit d'entrée.

(Loi du 15 mai 1922.)

Disposition transitoire. — III. Les personnes ayant la nationalité belge, faute d'avoir décliné celle-ci conformément aux articles 6, 7 et 17 de la loi du 8 juin 1909 et à celle du 26 mai 1914, pourront, dans un délai d'un an à partir du jour de la mise en vigueur de la présente loi, renoncer à la nationalité belge, en déclarant leur intention de recouvrer la nationalité étrangère. Cette déclaration est soumise aux règles de forme de l'article 22 ci-dessus.

Elle peut aussi être faite devant les agents diplomatiques ou consulaires de la Belgique à l'étranger; elle peut l'être par procuration spéciale et authentique.

ART. 7.

Les personnes ayant la nationalité belge, faute d'avoir décliné celle-ci conformément aux articles 6, 7 et 17 de la loi du 8 juin 1909, à celle du 26 mai 1914 et à l'article 5, 2^e alinéa, de la loi du 15 mai 1922, pourront, dans un délai de trois années à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi renoncer à la nationalité belge, en déclarant leur intention de recouvrer la nationalité étrangère.

Cette déclaration est soumise aux règles de forme de l'article 22 de la loi du 15 mai 1922.

Elle peut aussi être faite devant les agents diplomatiques ou consulaires de la Belgique à l'étranger; elle peut l'être par procuration spéciale et authentique.

ART. 7.

De personen, die de Belgische nationaliteit bezitten omdat zij deze niet hebben afgewezen overeenkomstig de artikelen 6, 7 en 17 der wet van 8 Juni 1909, de wet van 26 Mei 1914 en artikel 5, 2^e lid, der wet van 15 Mei 1922, kunnen, binnen den tijd van drie jaar, te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt, van de Belgische nationaliteit afzien door te verklaren dat zij voornemens zijn de vreemde nationaliteit terug te bekomen.

Voor deze verklaring gelden de vormvereischen gesteld bij artikel 22 der wet van 15 Mei 1922.

De verklaring kan ook afgelegd worden vóór de diplomatieke of consulaire ambtenaren van België in het buitenland; zij kan gedaan worden bij bijzondere en authentieke volmacht.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie ingediend.

te
en
ze
n-
et

Texte proposé par le Gouvernement.

Tekst door de Regeering ingediend.

ART. 8.

ART. 8.

VI. § 1^{er}. Sur la poursuite du Ministère public, est déclaré déchu de la qualité de Belge, le Belge par option ou par naturalisation qui a manqué gravement à ses devoirs envers la Belgique ou ses alliés pendant la guerre.

§ 2. L'article 2 de la loi du 12 février 1897 sur les étrangers n'est pas applicable à ceux qui ont été frappés de déchéance.

§ 3. L'action en déchéance se poursuit devant le tribunal civil de première instance au domicile du défendeur ou, à défaut de domicile connu, de sa dernière résidence. A défaut de domicile et de résidence connus en Belgique, le tribunal de première instance de Bruxelles est compétent.

Le jugement est susceptible d'appel.

Si le jugement ou l'arrêt est rendu par défaut, il ordonne que, après sa signification, il sera publié dans deux journaux de la province et au *Moniteur belge*; l'opposition ne sera plus recevable après l'expiration de la huitaine à compter de cette publication, ce délai étant augmenté, s'il y a lieu, conformément à l'article 1033 du Code de procédure civile.

§ 4. L'action en déchéance ne pourra être introduite plus de trois ans après la mise en vigueur de la présente loi.

Le délai de trois années prévu au § 4 de la disposition transitoire VI de la loi du 15 mai 1922 pour l'introduction de l'action en déchéance de la qualité de Belge, à charge du Belge par option ou par naturalisation qui a manqué gravement à ses devoirs envers la Belgique ou ses alliés pendant la guerre, est rouvert pour un nouveau terme de trois années, à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi.

Est Belge par option, l'étranger qui a marqué tacitement son choix en bénéficiant de l'article 7 de la loi du 8 juin 1909.

De bij § 4 van de overgangsbepaling VI der wet van 15 Mei 1922 voorziene termijn van drie jaar voor het indienen van de rechtsvordering tot vervallenverklaring van den staat van Belg, ten laste van den Belg door keuze of door naturalisatie die, tijdens den oorlog, ernstig aan zijn plicht tegenover België of diens bondgenooten te kort gekomen is, wordt heropend voor een nieuwen termijn van drie jaar te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt.

Is Belg door keuze, de vreemdeling die stilzwijgend van zijn voorkeur heeft doen blijken door het voordeel te genieten van de beschikkingen van artikel 7 der wet van 8 Juni 1909.

(Loi du 15 mai 1922.)

ART. 4. — L'étrangère qui épouse un Belge ou dont le mari devient Belge par option suit la condition de son mari.

Amendements proposés par la Commission.

Amandementen door de Commissie ingediend.

ART. 8.

ART. 8.

Intercaler un article nouveau ainsi conçu :

Een nieuw artikel inlassen, luidende :

ART. 8^{bis}.ART. 8^{bis}.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 4 de la loi du 15 mai 1922 :

Aan artikel 4 van de wet van 15 Mei 1922, wordt de volgende bepaling toegevoegd :

Toutefois elle peut renoncer à la nationalité belge par une déclaration faite dans les formes de l'article 22, durant les six mois à partir du jour du mariage ou du jour où le mari est devenu Belge.

Zij kan echter van de Belgische nationaliteit afzien door een verklaring gedaan op de wijze voorzien bij artikel 22, binnen zes maanden van af den dag van het huwelijk of van af den dag waarop de man Belg is geworden.

Texte proposé par le Gouvernement.

Tekst door de Regeering ingediend.

ART. 9.

ART. 9.

(Loi du 15 mai 1922.)
 ART. 6. — Peuvent acquérir la qualité de Belge par option, sous les conditions et suivant les formes ci-après établies :

1° L'enfant né en Belgique ;
 2° L'enfant né à l'étranger de parents dont l'un avait eu la qualité de Belge.

A l'article 6, 2°, de la loi du 15 mai 1922 sont ajoutés les mots : « dans la Colonie ou », après ceux de : « L'enfant né ».

In artikel 6, 2°, der wet van 15 Mei 1922, worden de woorden : « in de Kolonie of » ingevoegd na de woorden : « Het kind geboren ».

ART. 10.

ART. 10.

ART. 8. — La recevabilité de l'option est soumise à ces deux conditions :

1° L'intéressé doit avoir eu sa résidence habituelle en Belgique durant l'année antérieure à la déclaration d'option. En outre, il doit avoir résidé habituellement en Belgique soit depuis l'âge de quatorze ans jusqu'à l'âge de dix-huit ans, soit pendant au moins neuf ans ;

2° La déclaration d'option doit être faite avant que l'intéressé ait accompli sa vingt-deuxième année.

Est assimilée à la résidence en Belgique, durant la minorité, la résidence en pays étranger, aussi longtemps que le père y exerçait une fonction conférée par le Gouvernement belge.

La condition de résidence imposée par le 1° ci-dessus est limitée à l'année antérieure à l'option en ce qui concerne l'enfant né de parents étrangers dont l'un avait eu la qualité de Belge.

A l'article 8 de la loi du 15 mai 1922 sont ajoutés les mots : « ou dans la Colonie », après ceux de : « en Belgique », exprimés deux fois au 1° et une fois au 2° (2° alinéa) du dit article 8.

In artikel 8 der wet van 15 Mei 1922, worden ingevoegd de woorden : « of in de Kolonie » na de woorden : « in België » die tweemaal in 1° en eenmaal in 2° (2° lid) van bedoeld artikel 6 voorkomen.

ART. 10. — La déclaration d'option est faite au Parquet du tribunal de première instance du lieu où le déclarant a sa résidence habituelle. Il en est dressé acte par le procureur du Roi. Le procureur du Roi en assure immédiatement la publicité par affiches à la porte de la maison communale et à celle de la demeure du déclarant, ainsi que par insertion dans un journal de la province. La publication mentionne le délai pendant lequel ce magistrat procède à une enquête sur l'idonéité du déclarant. Le juge de paix est toujours appelé à donner son avis. Le tribunal de première ins-

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie ingediend.

ART. 9.

Le 2° de l'article 6 de la loi du 15 mai 1922 est modifié comme suit :

2° L'enfant né dans la Colonie ou à l'étranger de parents dont l'un a ou avait eu la qualité de Belge.

ART. 9.

Artikel 6, n° 2°, van de wet van 15 Mei 1922 wordt gewijzigd als volgt :

2° Het kind in de Kolonie of in een vreemd land geboren uit ouders van wie één den staat van Belg bezit of had bezeten.

Insérer un article nouveau ainsi conçu :

ART. 10^{bis}

Les mots « et à celle de la demeure du déclarant » sont supprimés dans l'alinéa premier de l'article 10 de la loi du 15 mai 1922.

Een nieuw artikel inlasschen, luidende :

ART. 10^{bis}.

De woorden : « Aan de deur der woning van den aangever » worden weggelaten in de eerste alinea van artikel 10 der wet van 15 Mei 1922.

Loi du 15 mai 1922.

Texte proposé par le Gouvernement.

Tekst door de Regeering ingediend.

tance prononcée sur l'agrément de l'option, après avis du procureur du Roi, l'intéressé entendu ou appelé. La décision est motivée; elle est notifiée au déclarant par les soins du procureur du Roi.

Dans les quinze jours de la notification, le déclarant et le procureur du Roi peuvent se pourvoir contre la décision du tribunal, par requête adressée à la Cour d'appel. Celle-ci statue en dernier ressort, après avis du procureur général, l'intéressé entendu ou appelé.

Les citations et notifications se font par la voie administrative.

La décision définitive d'agrément est transcrite à la diligence du ministère public, sur le registre mentionné à l'article 22. L'option n'a d'effet qu'à compter de la transcription.

ART. 18. — Perdent la qualité de Belge :

- 1°
- 2°

3° La femme dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère, si la nationalité de son mari lui est acquise en vertu de la loi étrangère.

Toutefois, la femme peut dans ces deux cas conserver la qualité de Belge si elle est Belge d'origine par une déclaration faite dans les formes de l'article 22, durant les six mois à partir du jour du mariage ou du jour où le mari a cessé d'être Belge;

ART. 11.

ART. 11.

ART. 22. — Les déclarations prévues aux articles 5 et 18 sont faites soit devant l'officier de l'état civil du lieu de résidence en Belgique, soit devant les agents diplomatiques ou consulaires de la Belgique à l'étranger; elles sont inscrites soit dans le registre aux actes de naissance, soit dans un registre spécial tenu en double. L'officier de l'état civil instruit sans l'assistance de témoins. Ces déclarations sont mentionnées en marge de l'acte de naissance.

A l'article 22 de la loi du 15 mai 1922 sont ajoutés les mots : « ou dans la Colonie », après ceux de : « devant l'officier de l'état-civil du lieu de résidence en Belgique ».

In artikel 22 der wet van 15 Mei 1922 worden de woorden : « of in de Kolonie » ingevoegd na de woorden : « voor den ambtenaar van den Burgerlijken Stand der verblijfplaats in België ».

ART. 12.

ART. 12.

Les registres dans lesquels sont transcrits les actes d'option et ceux de naturalisation, — registres prévus aux articles 10, 17 et 22 de la loi du 15 mai 1922, — sont soumis aux dispositions des articles 40 à 48 et 50 à 54 du Code civil.

Voor de registers, waarin de akten van keuze en die van naturalisatie overgeschreven worden — registers voorzien bij de artikelen 10, 17 en 22 der wet van 15 Mei 1922 — gelden de bepalingen van de artikelen 40 tot 48 en 50 tot 54 van het Burgerlijk Wetboek.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie ingediend.

**Insérer un article nouveau
ainsi conçu :**

ART. 10^{ter}.

Il est ajouté au 3^o de l'article 18 de la loi du 15 mai 1922, un troisième alinéa ainsi conçu :

« La femme devenue Belge par application du Traité de Versailles, des lois des 15 septembre et 25 octobre 1919, et de la présente loi peut conserver la qualité de belge dans les mêmes conditions. »

**Een nieuw artikel inlas-
schen, luidende :**

ART. 10^{ter}.

Aan n^r 3^o van artikel 18 der wet van 15 Mei 1922, wordt een derde alinea toegevoegd, luidende :

« De vrouw, Belg geworden bij toepassing van het Verdrag van Versailles, van de wetten van 15 September en 25 October 1919, en van deze wet, kan, onder dezelfde voorwaarden, de hoedanigheid van Belg behouden. »